

## Le provincial fait du lobbying au fédéral

Référence : Murat, P. « Assurance-emploi : les libéraux envoient leur lettre à Ottawa. »

*L'Acadie Nouvelle*, 19 janvier 2013.

Mots-clés : influence; réforme; assurance-emploi

### Contexte :

L'ensemble des députés de l'opposition du gouvernement provincial du Nouveau-Brunswick a envoyé une lettre au premier ministre du Canada afin de faire pression pour qu'il modifie sa réforme de l'assurance-emploi.

### Problème identifié et causes du problème :

La réforme de l'assurance-emploi mise en place par le gouvernement fédéral ne reflète pas les réalités des travailleurs saisonniers de la plupart des régions du N.-B. et du Canada atlantique. Ce qui désole le plus l'ensemble des députés de l'opposition, c'est que le parti provincial au pouvoir n'ait pas accepté de signer cette lettre, malgré la connaissance qu'il a des disparités régionales bien présentes au N.-B. La signature de tous les députés de l'Assemblée législative aurait eu plus de poids à Ottawa, selon le chef du parti de l'opposition. Ce dernier affirme également que les changements apportés à l'assurance-emploi auront des répercussions néfastes sur l'économie du N.-B., en éliminant plus de 800 emplois et en faisant perdre près de 100 millions de dollars à la province d'ici 2016.

### Objectifs à atteindre :

Le but des députés de l'opposition est de faire suffisamment pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il change sa politique d'assurance-emploi avant que celle-ci affecte économiquement la province.

### Solution envisagée :

L'envoi de la lettre au gouvernement fédéral constitue une action de mobilisation et d'influence menée par les élus provinciaux de l'opposition à ce sujet

### Mise en œuvre de la solution :

Les communautés se mobilisent face à cette réforme : plusieurs manifestations ont déjà eu lieu dans la province et plusieurs autres sont prévues dans le nord du N.-B. De leur côté, les députés de l'opposition appuient ces actions de mobilisation et d'influence qui doivent, selon eux, se poursuivre jusqu'à ce qu'un changement dans la réforme de l'assurance-emploi ait lieu.